

Brochure n° 3034

Convention collective nationale
IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)

AVENANT N° 87 DU 19 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À L'ACTUALISATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1950283M
IDCC : 1090

Entre :

CNPA ;

FNA ;

ASAV,

D'une part, et

CFTC ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FO métaux ;

FTM CGT,

D'autre part,

Vu la convention collective nationale des services de l'automobile du 15 janvier 1981 ;

Vu les précédentes actualisations réalisées en dernier lieu par avenant n° 77 *bis* du 24 mai 2018,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1.01 *b* de la convention collective est abrogé, et l'article 1.01 c devient l'article 1.01 *b*.

Article 2

Le texte du 2^e alinéa de l'article 1.10 *e* 1 « Permanences de service » est rédigé comme suit :

« Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle le salarié, sans être sur son lieu de travail et sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, doit être en mesure d'intervenir pour accomplir un travail au service de l'entreprise. »

Article 3

Au 2^e alinéa de l'article 1.27, les mots « IRP Auto Prévoyance Santé (anciennement dénommée IPSA) » sont remplacés par les mots « IRP Auto Solidarité Prévention ».

Article 4

À l'article 1.29 *b* « Coordination des actions sociales », la référence à l'article 1.04 *bis* est remplacée par une référence à l'article 1.05 *b*.

Article 5

Au 1^{er} alinéa des articles 2.10 *a* et 4.08 *b*, le corps de phrase suivant : « les appointements seront maintenus » est remplacé par les termes suivants : « la rémunération nette que le salarié aurait effectivement perçue s'il avait continué de travailler sera maintenue ».

Le 3^e alinéa de ces mêmes articles est supprimé.

Article 6

L'article 21 de l'annexe II-15 « Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences » est supprimé, les articles 22 à 24 étant renumérotés 21 à 23.

Article 7

Les mentions « le CHSCT ou à défaut les délégués du personnel » figurant à l'article 1.2 de l'annexe II-18 « Santé-sécurité », ainsi qu'aux articles 3.3.1 et 3.3.2, sont remplacées par une mention au « conseil social et économique », et la dernière phrase du 1^{er} alinéa du même article 1.2 est supprimée.

Article 8

Le présent avenant est un dispositif de branche, qui n'a pas vocation à faire l'objet d'adaptations au plan territorial ni au niveau des entreprises. Il ne comporte aucune stipulation spécifique aux petites entreprises, car les dispositions qu'il comporte doivent être appliquées par toutes les entreprises sans considération du nombre de salariés qu'elles emploient.

Article 9

Il sera procédé au dépôt légal du présent avenant, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Article 10

Le présent avenant entrera en vigueur pour une durée indéterminée après accomplissement des formalités de dépôt, à l'exception de l'article 7 qui entrera en vigueur au plus tard le 31 décembre 2019.

Fait à Paris, le 19 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)